



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU RHÔNE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le **20 SEP. 2017**

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## **ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 août 1993 régissant le fonctionnement des activités de la société COOPÉRATIVE DAUPHINOISE dans son établissement situé Zone Portuaire de Loire à SAINT-ROMAIN-EN-GAL ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 07 août 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 16 août 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT qu'une visite sur les lieux, le 5 juillet 2017, a permis à l'inspection des installations classées de constater :

- un fort empoussièrément sur le tapis de remplissage du silo et autour de la zone de déchargement,
- une absence de déclenchement de l'alarme lors des simulations d'arrêt de la manutention,
- l'absence de démonstration que les installations de dépoussiérage sont reliées à une alarme sonore ;

CONSIDÉRANT que la société COOPÉRATIVE DAUPHINOISE dans le cadre de son activité ne respecte pas les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, en particulier :

- son article 10 pour ce qui concerne les périodicités et les consignes de nettoyage,
- son article 26 (IV-A) pour ce qui concerne la détection d'un incident de fonctionnement des systèmes de dépoussiérage ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu d'exiger de la société :

- qu'elle réalise une mesure des émissions de poussières pendant la période de collecte et transmette les résultats à l'inspection,
- qu'elle procède au nettoyage du tapis à une fréquence adaptée de sorte que la quantité de poussière ne soit pas supérieure à 50 g/m<sup>2</sup>, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 26 novembre 2012,
- qu'elle se prononce sur la pertinence des périodicités de nettoyage du tapis et établisse des consignes écrites de nettoyage, conformément à l'article 10 de l'arrêté du 26 novembre 2012,
- qu'elle réalise le nettoyage du toit du local compresseur dans le local de chargement train,
- qu'elle contrôle le système d'alarme et analyse sous forme de rapport d'incident quelles sont les causes et corrections apportées afin qu'un tel évènement ne se reproduise pas ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1er :** La société COOPÉRATIVE DAUPHINOISE, Zone Portuaire de Loire à SAINT-ROMAIN-EN-GAL, est mise en demeure en application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement:

- d'établir des consignes de nettoyage du tapis sous un mois, dans les conditions imposées par l'article 10 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012,
- de tester le bon fonctionnement de l'alarme sonore sous une semaine, dans les conditions imposées par l'article 26 (IV-A) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 ;

**ARTICLE 2 :** Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3 :** Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4 :** Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de SAINT-ROMAIN-EN-GAL,
- à l'exploitant.

Lyon, le **20 SEP. 2017**

Le Préfet,

Pour le Préfet,  
**La** Sous-Préfète, chargée de mission  
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID

